

## Baromètre de l'économie (1<sup>er</sup> semestre 2022)

### Coûts sur coûts

Les résultats du *Baromètre de l'Économie* (1<sup>er</sup> semestre 2022) de la Chambre de Commerce confirment le climat d'incertitude qui règne et la hausse des coûts que doivent supporter les entreprises.

Alors que l'économie mondiale a essuyé un choc économique majeur en 2020 du fait de la crise sanitaire, une reprise mécanique se confirmait courant 2021, qui aurait dû se renforcer en 2022. Le redressement rapide de la demande à partir de la mi-2020, déjà soutenu par une politique monétaire accommodante au cours des années ayant précédé la crise sanitaire, a entraîné des ruptures dans certaines chaînes d'approvisionnement et des pénuries de matériaux, avec pour conséquence le retour de l'inflation dans la plupart des économies. Le choc économique qu'a entraîné la crise géopolitique entre l'Ukraine et la Russie n'a fait qu'accentuer cette tendance haussière des prix, en raison de l'envolée des coûts de l'énergie et de la raréfaction de certaines matières premières. De plus, les confinements sévères liés à la COVID-19 en Chine ajoutent une pression supplémentaire sur la logistique mondiale.

Ces chocs économiques successifs bouleversent toutes les économies et les perspectives macro-économiques s'en voient bousculées et incertaines.

#### Au Luxembourg

En 2021, lors de sa traditionnelle conférence de presse de fin d'année, la Chambre de Commerce posait la question « En 2022, les entreprises tiendront-elles le coût ? » Il semble malheureusement que la réponse soit négative, au vu de la persistance des défis déjà identifiés à cette période, et de la survenance de nouveaux chocs.

L'enquête menée en avril montre une activité moins florissante qu'espérée et des secteurs qui souffrent plus que d'autres. La rentabilité des entreprises est ébranlée par les chocs à répétition. Les investissements environnementaux (économie d'énergie, recyclage, etc.) n'occupent que la 6<sup>e</sup> position des investissements prévus par les entreprises en 2022 et 2023. Le secteur du commerce prédit, quant à lui, une chute de ses investissements de manière générale, et l'industrie voit rouge quant à l'évolution de sa rentabilité. Et si 77 % des dirigeants d'entreprise déclarent ne pas avoir eu de difficultés d'accès au crédit, cela pourrait se dégrader durant les prochains mois dans un contexte de crise et de rehaussement probable des taux d'intérêt. Malgré le climat empreint d'incertitudes, la très grande majorité des entreprises reste confiante quant à son avenir et celui de l'économie du pays dans les 2 à 3 ans. Le retour de l'inquiétude des entreprises est cependant lisible dans les indicateurs de confiance, la proportion des entreprises qui ne sont pas du tout confiantes ou peu confiantes ayant doublé par rapport au dernier semestre. Ces indicateurs retrouvent d'ailleurs leur niveau du plus fort de la crise sanitaire.

#### Inflation et énergie

La 1<sup>ère</sup> édition 2022 du *Baromètre de l'Économie* met notamment en lumière, qu'au Luxembourg, près de 4 entreprises sur 5 ont constaté une hausse importante des coûts liés à l'électricité.

Tous secteurs et toutes tailles d'entreprises confondus, l'énergie la plus utilisée dans leurs activités est le carburant/mazout, tandis que l'électricité n'est utilisée que par un petit quart des entreprises. Néanmoins, l'évolution flagrante des coûts énergétiques pour les entreprises concerne

ENQUÊTE DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES



FOCUS THÉMATIQUE :  
INFLATION ET ÉNERGIE

CHAMBRE  
DE COMMERCE  
LUXEMBOURG

toutes les énergies, avec un impact particulier des coûts du gaz pour l'HORECA et l'industrie.

Les entreprises ont donc dû s'adapter. Parmi les solutions trouvées, 37 % des entreprises ont été contraintes de baisser leurs marges, en particulier celles de l'HORECA, de l'industrie et de la construction. Malgré tout, si plus de 4 entreprises sur 10 ont dû répercuter sur le prix de vente de leurs produits et services la hausse des coûts liés à l'énergie, il est à noter qu'elles ne l'ont fait que partiellement. Pour certains secteurs, cette solution n'est d'ailleurs tout simplement pas possible, par exemple en raison de contrats fixes, ou pour des raisons de compétitivité. Dans les faits, les entreprises semblent avoir agi de manière responsable, sans répercussion totale (moins d'1 entreprise sur 10) sur leurs prix de vente. Il faut toutefois s'attendre à une hausse des prix de certains produits et services dans les prochains mois. Tous secteurs confondus, une plus grande part des entreprises envisage de diminuer sa consommation d'électricité (20,5 %), comparativement au mazout (9,4 %) ou au gaz (9,3 %), pour lesquelles les marges de manœuvre sont moindres, et plus d'un quart des entreprises a tout simplement décidé de réduire ses déplacements.

Source : Chambre de Commerce, Communiqué de presse *Situation macro-économique : coûts sur coûts*, 18 mai 2022.

[www.cc.lu](http://www.cc.lu)